ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 6 novembre 1970, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant le règlement relatif aux indemnités de frais de parcours des membres du Conseil d'Administration et du personnel de la Société anonyme "Le Logis Militaire", a donné le 23 novembre 1970 l'avis suivant :

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 6e november 1970 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vastlegging van het reglement betreffende de vergoedingen voor reiskosten van leden van de Raad van Beheer en van het personeel van de Naamloze Vennootschap "De militaire woning", heeft de 23e november 1970 het volgend advies gegeven :

Le projet d'arrêté royal réglemente la matière des frais de parcours des membres du conseil d'administration et du personnel de la société anonyme "Le Logis militaire".

Le Roi trouve dans l'article 11 de la loi du 16 mars 1954 le pouvoir de fixer le statut du personnel de la S.A. "Le logis militaire". Par contre, le Roi ne trouve ni dans la loi du 16 mars 1954, ni dans les statuts de la société le pouvoir de fixer les modalités de la rémunération ou de l'indemnisation des membres du conseil d'administration.

Le projet manque donc de fondement légal dans la mesure où il concerne les frais de parcours des membres du conseil d'administration. Les dispositions relatives à ces frais de parcours devraient être fixées par le conseil d'administration lui-même sous la tutelle des Ministres intéressés.

*

* *

Il est proposé de rédiger l'intitulé de la façon suivante :

"Arrêté royal relatif aux frais de parcours du personnel de la société anonyme "Le logis militaire".

*

* * .../...

Les alinéas 1er et 2 du préambule devraient être rédigés comme suit :

"Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11 modifié par l'arrêté royal n° 4 du 18 avril 1967 et l'arrêté royal n° 88 du 11 novembre 1967;

Vu les statuts de la société anonyme "Le logis militaire", approuvés par les arrêtés royaux des 7 septembre 1953, 30 avril 1963 et 24 juin 1965; ".

Article 1er.

Il est proposé d'omettre la disposition qui fait l'objet de l'article 1er du projet et de la remplacer par celle qui fait l'objet de l'article 3 du projet, en ajoutant les mots "par le personnel" après les mots "déplacements effectués".

Les articles 3, 4 et 5 du projet devenant les articles 1er, 2 et 3, devraient constituer le chapitre Ier, intitulé : "Modalités de perception des indemnités de frais de parcours", les chapitres Ier et II du projet étant supprimés, de même que la section Ière. Quant à la section 2 elle deviendrait le chapitre II et la section 3 le chapitre III.

.../...

Article 2.

Cet article, dont la rédaction est imprécise, devrait être omis. Si le Gouvernement estime que certaines dispositions de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 qui ne sont pas reprises par le projet doivent être rendues applicables au personnel de la société anonyme "Le logis militaire", il convient de compléter le projet, en y insérant expressément ces dispositions.

Article 4, devenant l'article 2.

Afin d'éviter que chaque déplacement doive faire l'objet d'une autorisation distincte, il paraît utile de reprendre la notion d'autorisation générale mentionnée à l'article 2, alinéa 3, de l'arrêté royal du 18 janvier 1965.

La rédaction suivante est, dès lors, proposée :

"Les déplacements effectués pour les besoins du service doivent être autorisés par le conseil d'administration. Cette autorisation peut être générale, notamment dans les cas où les intéressés sont appelés à se déplacer régulièrement".

Article 5, devenant l'article 3.

Il est proposé de remplacer les mots "pour l'application des principes énoncés au présent arrêté" par les mots "pour l'application du présent arrêté".

.../...

Article 6, devenant l'article 4.

Le conseil d'administration ne pourrait approuver les autorisations que si celles-ci étaient accordées par une autre autorité. Etant donné que le projet ne désigne pas cette autorité, il y a lieu de prévoir que les autorisations sont accordées par le conseil d'administration. La rédaction suivante est, dès lors, proposée :

"Les autorisations d'utiliser pour les besoins du service un véhicule personnel sont accordées par le conseil d'administration".

Article 8, devenant l'article 6.

Il est proposé d'ajouter à cet article une seconde phrase rédigée comme suit :

"Le directeur est, toutefois, dispensé de la tenue de ce livret", ce qui permettrait de supprimer l'article 11 du projet.

Article 9, devenant l'article 7.

L'article 21 de l'arrêté royal du 9 janvier 1951 qui réglementait précédemment les frais de parcours pour le personnel de l'Etat contenait une disposition semblable qui n'a plus été reprise dans l'arrêté royal du 18 janvier 1965.

.../...

Les mots "responsabilité civile du véhicule de l'intéressé" doivent être remplacés par les mots "responsabilité civile de l'agent".

On comprend que l'administration veuille que l'agent supporte les frais de l'assurance couvrant la responsabilité civile de l'agent lorsqu'il effectue un déplacement pour le compte de l'administration. On ne comprend cependant pas la raison pour laquelle l'assurance supportée par l'agent devrait couvrir les dommages qui seraient imputables non pas à une faute commise par l'agent lorsqu'il se déplace pour les besoins de l'administration, mais à une faute qui serait imputable à l'administration elle-même. En accord avec le délégué du Ministre, il est dès lors proposé de supprimer les mots "et que l'assureur renonce à tout recours contre ladite société".

Article 10, devenant l'article 8.

Le mot "précitée" peut être omis.

Articles 12 et 13, devenant l'article 9.

Selon les explications données par le délégué du Ministre, les gérants indépendants ne sont pas des membres du personnel mais des personnes qui n'apportent au Logis militaire qu'une collaboration limitée. Le mode de remboursement des frais de déplacement de ces personnes ne devrait donc pas être déterminé par arrêté royal.

.../...

Il est, dès lors, proposé de remplacer les articles 12 et 13 par un article rédigé de la façon suivante :

"L'autorisation du conseil d'administration indique pour chaque agent le maximum kilométrique annuel autorisé".

Article 14, devenant l'article 10.

En tenant compte de l'intention manifestée à l'article 2 du projet, il est proposé de remplacer les mots "les taux" par les mots "les taux et les modalités".

Articles 15 et 16, devenant l'article 11.

La rédaction suivante est proposée :

"L'indemnité est calculée en fonction de la puissance fiscale du véhicule utilisé. Cette puissance ne peut cependant dépasser onze chevaux fiscaux pour le directeur et neuf chevaux fiscaux pour les autres membres du personnel.

En ce qui concerne le directeur, l'indemnité est liquidée sur production d'une déclaration sur l'honneur indiquant le nombre de kilomètres parcourus pour les besoins du service".

.../...

Article 17, devenant l'article 12.

La rédaction suivante est proposée :

"Le directeur est autorisé à porter en compte les déplacements effectués à l'intérieur de l'agglomération où est situé le siège de la société. Le conseil d'administration fixe annuellement un maximum kilométrique distinct pour ces déplacements".

Article 18, devenant l'article 13.

L'intitulé qui précède cet article devrait être rédigé de la façon suivante :

"Chapitre III. - Utilisation de moyens de transport en commun".

Het ontwerp-koninklijk besluit treft een regeling inzake reiskosten voor de leden van de raad van beheer en het personeel van de naamloze vennootschap "De militaire woning".

De bevoegdheid tot vaststelling van het personeelsstatuut van de N.V. "De militaire woning" ontleent de Koning aan artikel 11 van de wet van 16 maart 1954. Noch de wet van 16 maart 1954 noch de statuten van de vennootschap verlenen hem echter bevoegdheid om de nadere regelen inzake bezoldiging of vergoeding van de leden van de raad van beheer vast te stellen.

Het ontwerp heeft dus geen rechtsgrond voor zover het betrekking heeft op de reiskosten van de leden van de raad van beheer. De bepalingen betreffende die reiskosten zouden door de raad van beheer zelf moeten worden vastgesteld onder toezicht van de betrokken Ministers.

*
* *

Het opschrift leze men als volgt :

"Koninklijk besluit betreffende de reiskosten van het personeel van de naamloze vennootschap "De militaire woning".

*
* *

Het eerste en het tweede lid van de aanhef zouden als volgt moeten worden geredigeerd :

.../...

"Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 4 van 18 april 1967 en het koninklijk besluit nr. 88 van 11 november 1967;

Gelet op de statuten van de naamloze vennootschap "De militaire woning", goedgekeurd bij de koninklijke besluiten van 7 september 1953, 30 april 1963 en 24 juni 1965;".

Artikel 1.

Voorgesteld wordt, de bepaling die in artikel 1 van het ontwerp staat, weg te laten en ze te vervangen door die welke in artikel 3 staat. De tekst kan dan als volgt worden gelezen :

"Reiskosten gemaakt in dienst van de N.V. "De militaire woning" worden door de vennootschap gedragen in de vormen en onder de voorwaarden in dit besluit bepaald".

De artikelen 3, 4 en 5 van het ontwerp, die de artikelen 1, 2 en 3 worden, zouden moeten komen onder hoofdstuk I "Inning van de vergoedingen wegens reiskosten". De hoofdstukken I en II alsook afdeling 1 van het ontwerp kunnen dan vervallen. Afdeling 2 wordt hoofdstuk II en afdeling 3, hoofdstuk III.

Artikel 2.

Dit in vage bewoordingen gestelde artikel zou moeten vervallen. Mocht de Regering oordelen dat sommige, niet in het ontwerp overgenomen bepalingen van het koninklijk besluit van 18 januari 1965, op het personeel van de N.V. "De

.../...

militaire woning" toepasselijk moeten worden verklaard, dan zou het ontwerp uitdrukkelijk met die bepalingen moeten worden aangevuld.

Artikel 4, dat artikel 2 wordt.

Opdat niet voor elke reis een afzonderlijke machtiging moet worden verleend, ware het nuttig te werken met "algemene machtiging", zoals in artikel 2, derde lid, van het koninklijk besluit van 18 januari 1965, waarin verkeerdelijk de term "toelating" wordt gehanteerd.

Men leze de tekst als volgt :

"Voor dienstreizen moet machtiging worden verleend door de raad van beheer. Die machtiging kan algemeen zijn, inzonderheid wanneer de betrokkenen geregeld reizen moeten maken".

Artikel 5, dat artikel 3 wordt.

Men vervange de woorden "voor de toepassing van de principes van onderhavig besluit" door "voor de toepassing van dit besluit".

Artikel 6, dat artikel 4 wordt.

De raad van beheer zou de machtigingen slechts kunnen goedkeuren als ze door een andere overheid werden verleend. Nu het ontwerp die overheid niet aanwijst, moet worden bepaald dat de machtigingen door de raad van beheer worden verleend. Derhalve wordt voorgesteld :

.../...

"Machtigingen om voor de dienst gebruik te maken van een eigen voertuig, worden door de raad van beheer verleend".

Artikel 8, dat artikel 6 wordt.

Men vervange de term "reisboekje" door "reiswijzer", welke voorkomt in het koninklijk besluit van 18 januari 1965.

Voorgesteld wordt, aan dit artikel een tweede volzin toe te voegen als volgt :

"De directeur echter hoeft die reiswijzer niet bij te houden". Zo kan artikel 11 van het ontwerp vervallen.

Artikel 9, dat artikel 7 wordt.

Artikel 21 van het koninklijk besluit van 9 januari 1951 dat vroeger de reiskosten voor het Rijkspersoneel regelde, bevatte een soortgelijke bepaling die niet meer voorkomt in het koninklijk besluit van 18 januari 1965.

De woorden "burgerlijke aansprakelijkheid voor het voertuig van de betrokkene" moeten worden vervangen door "burgerrechtelijke aansprakelijkheid van het personeelslid".

Het is begrijpelijk dat het bestuur wil dat het personeelslid de kosten voor verzekering van zijn burgerrechtelijke aansprakelijkheid zelf draagt wanneer hij voor rekening van het bestuur reist. Minder duidelijk is het echter waarom de door het personeelslid betaalde verzekering de schade zou moeten dekken die niet te wijten is aan een fout door hem begaan tijdens een dienstreis, maar aan een

.../...

fout van het bestuur zelf. In overleg met de gemachtigde van de Minister wordt dan ook voorgesteld de woorden "en dat de verzekeraar van elk verhaal tegen voornoemde vennootschap afziet" te schrappen.

Artikel 10, dat artikel 8 wordt.

Men leze de tekst als volgt :

"Dienstreizen mogen slechts worden gemaakt met het voertuig waarvoor de machtiging is verleend".

Artikelen 12 en 13, die artikel 9 worden.

Naar de gemachtigde van de Minister heeft verklaard, zijn de "onafhankelijke beheerders" geen personeelsleden maar personen die slechts in beperkte mate hun medewerking verlenen aan "De militaire woning". De wijze waarop hun reiskosten worden terugbetaald hoeft dan ook niet bij koninklijk besluit te worden bepaald.

Derhalve wordt voorgesteld de artikelen 12 en 13 te vervangen door een als volgt geredigeerd artikel :

"De machtiging van de raad van beheer vermeldt voor ieder personeelslid het toegestane maximum aantal kilometers per jaar".

Artikel 14, dat artikel 10 wordt.

Rekening houdend met het voornemen dat in artikel 2 van het ontwerp te kennen is gegeven, wordt voorgesteld de tekst als volgt te lezen :

.../...

"De kilometervergoedingen worden uitgekeerd volgens de tarieven en de regelen vastgesteld in de bepalingen die op het Rijkspersoneel van toepassing zijn".

Artikelen 15 en 16, die artikel 11 worden.

Voorgesteld wordt :

" De vergoeding wordt berekend volgens het belastbaar vermogen van het gebruikte voertuig. Dat vermogen mag echter niet hoger liggen dan elf belastbare pk voor de directeur en negen belastbare pk voor de overige personeelsleden.

Voor de directeur wordt de vergoeding uitgekeerd op overlegging van een verklaring op erewoord met opgaaf van het aantal voor de dienst afgelegde kilometers".

Artikel 17, dat artikel 12 wordt.

Voorgesteld wordt :

"De directeur mag de reizen binnen de agglomeratie waar de vennootschap haar zetel heeft, in rekening brengen. Voor die reizen bepaalt de raad van beheer jaarlijks een afzonderlijk maximum aantal kilometers".

Artikel 18, dat artikel 13 wordt.

Het opschrift boven dit artikel leze men als volgt :

"Hoofdstuk III. Gebruik van gemeenschappelijke vervoermiddelen".

La chambre était composée de

Messieurs : G. VAN BUNNEN, conseiller d'Etat, président,
de Heren : staatsraad, voorzitter,

J. MASQUELIN, conseillers d'Etat,
Madame : G. CISELET, staatsraden,
Mevrouw :

Messieurs : G. ARONSTEIN, assesseurs de la
de Heren : section de législation,
Fr. RIGAUX, bijzitters van de
afdeling wetgeving,

M. JACQUEMIJN, greffier adjoint, greffier.
adjunct-griffier, griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. G. VAN BUNNEN.

Le rapport a été présenté par M. J. LIGOT, substitut de l'auditeur général.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. G. VAN BUNNEN.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. LIGOT, substituut-auditeur-generaal.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(s) M. JACQUEMIJN.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(s) G. VAN BUNNEN.